

Sans les travailleurs, rien ne va !

Jeudi, 4 avril, la grève spontanée des agents de sécurité de l'aéroport de Charleroi a provoqué une belle pagaille avec des milliers de passagers bloqués. Cela montre encore une fois que sans les travailleurs, rien ne va. Pour les agents de sécurité qui travaillent depuis des années en sous-effectif permanent, avec des horaires imprévisibles, sous le stress et avec des salaires bloqués, l'approche des départs des vacances annonce l'enfer pur et simple.

Ils demandent un payement correct de leurs heures de garde et du travail de week-end. Suite aux négociations entre le patronat des sociétés de gardiennage et les syndicats, l'annonce d'une prime unique de 300 à 600 euros a été reçue comme une insulte.

Bien entendu, la direction de l'aéroport a joué la surprise et l'indignation devant les voyageurs soi-disant « pris en otage ». Mais qui a signé le contrat avec Sécuritas, impliquant des salaires trop bas et de mauvaises conditions de travail, sinon la direction de l'Aéroport elle-même ?

Les avions décollent grâce à toute une armée de travailleurs. Ils ont raison de vouloir être payés correctement !

Fortis : suppression d'emplois et allongement de la durée du travail

La direction de la banque annonce 2 500 suppressions d'emplois sur 3 ans, tout en exigeant un allongement d'une heure de la semaine de travail... sans augmentation de salaire. Les 3 organisations syndicales ont préféré signer ce recul et ces suppressions d'emplois soi-disant « pour éviter le pire ».

La banque n'est pourtant pas sur la paille : fin 2018, elle a versé 1,9 milliard € de dividendes à ses actionnaires, soit l'équivalent du bénéfice annuel mondial du groupe BNP Paribas Fortis en 2017 ! Fortis a bien sûr les moyens de maintenir ces emplois, mais il faut un rapport de force pour l'y contraindre.

BPost : la corde est cassée

90% des postiers ont suivi l'appel à la grève des syndicats. Et même quand les syndicats ne soutenaient plus la grève, les piquets ont pourtant repris à plusieurs endroits du pays.

Cet été, le patron de BPost, Koen Van Gerven, avait dit « *nous sommes arrivés au bout de notre modèle* ». Après avoir pressuré les postiers pour les faire suer des profits pour les actionnaires, il annonçait désormais des réductions de service comme la distribution journalière du courrier.

Les postiers ne sont pas seulement au bout du modèle, mais n'en peuvent plus d'une charge de travail intenable.

Et ils ont raison de ne pas vouloir abandonner leur grève au moment où la direction commence à faire les premières concessions ! Alors ce mouvement pose à nouveau la question du contrôle de leur mouvement par les grévistes. Afin de pouvoir décider eux-mêmes de la continuation ou non de leur grève, même quand les directions syndicales n'en veulent plus.